



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 209 – 7 OCTOBRE 2020

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

COVID-19 :
ENTRE 90 ET
120 M DE
PERSONNES
SUPPLEMENTAIR
ES DANS
L'EXTREME
PAUVRETE SELON
LA CNUCED

ORANGE LANCE UN
NOUVEAU MOBILE 4G
A PRIX COMPETITIF
POUR POPULARISER
L'UTILISATION DE
SMARTPHONES

LES FUITES ILLICITES
DE CAPITAUX
DEPASSERAIENT
5 % DU PIB DANS
8 DES 15 PAYS DE
L'AEOI

UN APPEL D'OFFRE A
140 M EUR POUR
L'ACHEMINEMENT PAR
VOIE TERRESTRE DU
FRET DES FORCES
FRANÇAISES EN
AFRIQUE DE L'OUEST

LES PAYS DE LA
CEMAC
ENREGISTRENT UNE
PERTE DE 500 MDS
FCFA DE RECETTES
PETROLIERES AU
PREMIER TRIMESTRE

KENYA : LES
TRANSFERTS DE LA
DIASPORA EN
AUGMENTATION
SUR 2020 MALGRE
LA CRISE

LIBERIA : UN
NOUVEAU PLAN
STRATEGIQUE
TRIENNAL POUR
L'AGRICULTURE

TANZANIE : UN APPEL
D'OFFRES SUR LA
CONSTRUCTION DE
LIGNES ELECTRIFIEES A
HAUTE-TENSION
ATTENDU

MAURITANIE :
ELEC NOR DEMENT
SON RETRAIT DU
PROJET EOLIEN DE
BOULENOUAR



MINISTÈRE
DE L'EUROPE ET DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

ACTUALITE REGIONALE

▼ Covid19 : Évolution de la situation sanitaire en Afrique de l'Est

Après une semaine en hausse (11 %), le nombre de nouveaux cas hebdomadaire dans la zone AEOI diminue de 10 % cette semaine. De fortes baisses sont enregistrées au Kenya (+952 contre +1 142 la semaine précédente), en Ethiopie (+4 288 contre +4 569 la semaine passée) et en Ouganda (+1 127 contre +1 347). Cependant, le recul du nombre de tests effectués en Ethiopie constaté ces

Pays \ Date	Nombre de cas			Nombre de décès		
	20/9	27/9	4/10	20/9	27/9	4/10
Burundi	473	484	513	1	1	1
Comores	470	474	484	7	7	7
Djibouti	5 401	5 409	5 418	61	61	61
Erythrée	364	375	398	0	0	0
Ethiopie	68 131	72 700	76 988	1 089	1 165	1 207
Kenya	36 829	37 971	38 923	646	689	725
Madagascar	16 020	16 257	16 529	219	229	232
Maurice	367	367	381	10	10	10
Rwanda	4 671	4 811	4 852	25	29	29
Seychelles	139	141	144	0	0	0
Somalie	3 401	3 588	3 745	98	99	99
Soudan du Sud	2 642	2 686	2 726	49	49	50
Soudan	13 535	13 606	13 653	836	836	836
Tanzanie	509	509	509	21	21	21
Ouganda	6 017	7 364	8 491	63	71	79
Total AEOI	158 969	166 742	173 754	3 125	3 267	3 357

dernières semaines se poursuit (seulement 6 500 tests quotidiens contre 7 600 la semaine précédente, et plus de 20 000 début septembre) et explique en grande partie la baisse des détections de nouveaux cas. Cela s'explique par de multiples facteurs : nécessité de rattraper le retard pris dans d'autres types de tests (tuberculose, VIH principalement), défaillances dans l'approvisionnement, indisponibilité de certains laboratoires... etc.

* Le nombre de cas reportés par l'OMS peut subir, compte tenu des délais de transmission, un léger décalage avec les données nationales, variable pour chaque pays. Aussi, la stabilité du nombre de cas en Tanzanie reflète l'arrêt de la comptabilisation par le gouvernement depuis fin avril ; les émeutes en Éthiopie ont perturbé la communication régulière sur le suivi de l'épidémie.

✉ Jerome.BACONIN@dgtresor.gouv.fr

▼ Rapport de la Commission Bancaire de l'UMOA pour l'année 2019

En 2019, le nombre d'établissements de crédit agréés dans l'UMOA a augmenté de 4 unités pour s'établir à 151. Au nombre de 148 (128 banques et 20 établissements financiers à caractère bancaire), le total de bilan des établissements en activité est ressorti à 41 258,6 Mds FCFA (62,9 Mds EUR), soit une progression annuelle de 9,6%. Le secteur bancaire ivoirien demeure le plus important de la zone avec 33% du total des actifs et 20% des établissements installés dans l'UEMOA. En outre, l'effectif des groupes bancaires opérant dans l'Union est resté stable à 29. Ceux-ci détiennent 73% des banques en activité et concentrent 85,9% des actifs bancaires.

✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ La BCEAO maintient ses taux directeurs

Sur la base de de l'analyse macroéconomique de la région, le Comité de Politique Monétaire de la BCEAO a décidé de maintenir inchangés le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidité à 2% et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal à 4%, niveaux en vigueur depuis le 24 juin 2020. Le coefficient de réserves obligatoires applicable aux banques de l'Union demeure inchangé à 3,0%.

✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ **Orange lance un nouveau mobile 4G à prix compétitif pour populariser l'utilisation de smartphones**

Dès le mois d'octobre, le groupe Orange commercialisera un nouveau smartphone au prix de 30 USD environ (26 EUR) en Guinée Bissau, en Côte d'Ivoire et à Madagascar, destiné à devenir l'appareil le plus accessible du marché. Ce mobile, nommé « Sanza Touch » donnera accès à la 4G et sera progressivement distribué dans tous les pays d'Afrique et du Moyen-Orient où est actif Orange. Lancée en partenariat avec Google, cette initiative a pour objectif d'étendre l'accès et l'utilisation d'internet aux consommateurs à revenu modeste.

📧 alice.dy@dgtresor.gouv.fr

▼ **Les prix des produits de base exportés par les pays de la CEMAC en baisse du fait de la Covid-19**

Selon une publication de la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) relative à l'évolution des cours des principaux produits de base exportés par les pays de la sous-région, l'indice global des cours de ces produits a connu une baisse de 28,9 % au cours du deuxième trimestre 2020 après une régression de 1,9 % le trimestre précédent. Cette chute des cours résulte de la faiblesse de la demande du fait de la crise sanitaire actuelle et de l'accumulation de stocks importants sur certains produits tels que l'huile de palme ou le cacao.

📧 vanessa.djapa@dgtresor.gouv.fr

▼ **Report du sommet Union-Européenne (UE) – Union Africaine (UA) à 2021**

Face aux difficultés organisationnelles liées à la Covid-19, le sommet UE-UA, initialement prévu à Bruxelles les 28 et 29 octobre 2020 a été reporté en 2021. Le but de ce sommet est de présenter les orientations de ce partenariat commun et réciproque. Les États-membres de l'UA n'auraient, à ce stade, pas harmonisé leurs objectifs, à l'inverse des Européens qui ont formalisé leurs attentes en début d'année. Bien qu'aucune date ne soit fixée, ce délai supplémentaire permettrait ainsi la poursuite des discussions sur les axes prioritaires de la coopération UE - UA telle que la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). Prévues pour janvier 2021, la mise en œuvre de la ZLECAf permettrait aux deux instances de renforcer leur partenariat.

📧 Jerome.BACONIN@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nouvelle facilité entre l'AFD et l'Afreximbank (AEIB) pour la mise en œuvre d'une stratégie climat**

D'un montant de 150 MEUR, l'objectif de cette facilité signée entre l'Agence AFD au Caire et l'AEIB est d'accompagner l'AEIB dans la mise en place de changements structurels en faveur d'investissements sobres en carbone et résilients tout en mettant à disposition des instruments de la finance climat. Signée en juillet 2020, cette convention de financement se décompose en 3 tranches de décaissement de 50 MEUR annuels dont la première interviendra dès la fin de l'année 2020. Alors que 54 pays africains se sont engagés dans la Zone de libre-échange africaine, cette facilité AFD-Afreximbank contribuerait au renforcement de la compétitivité et de la résilience du continent à long-terme.

📧 Jerome.BACONIN@dgtresor.gouv.fr

▼ **Les fuites illicites de capitaux dépasseraient 5 % du PIB dans 8 des 15 pays de l'AEOI**

Selon le rapport « Les flux financiers illicites et le développement durable en Afrique » publié en septembre 2020 par la CNUCED, l'Afrique perd, en moyenne annuelle, 88,6 Mds USD sous forme de fuite illicites de capitaux, soit un montant supérieur à l'APD (48 Mds USD) ainsi qu'aux IDE (54 Mds USD). Ces fuites représenteraient chaque année plus de 5 % du PIB dans 19 pays d'Afrique, dont le Burundi, les Comores, Djibouti, l'Éthiopie, Maurice, l'Ouganda, le Rwanda et les Seychelles. Près de la moitié des flux illicites en provenance d'Afrique ont pour source la fausse facturation dans le commerce international. Le rapport cite l'indice d'opacité financière qui évalue le degré d'opacité des juridictions, ainsi que leur rôle à l'échelle mondiale dans la mise en place de pratiques rendant possibles le blanchiment d'argent, l'évasion fiscale et l'accumulation de fortunes non imposées. Ainsi, les pays africains les plus pointés du doigt par ce classement en 2020 sont le Kenya (24ème), le Nigéria (34ème), l'Angola (35ème), l'Égypte (46ème) et Maurice (51ème).

✉ Jerome.BACONIN@dgtresor.gouv.fr

▼ **COVID-19 : entre 90 et 120 M de personnes supplémentaires dans l'extrême pauvreté selon la CNUCED**

La CNUCED a publié le 22 septembre son rapport annuel sur le commerce et le développement intitulé « De la pandémie mondiale à la prospérité partagée : éviter une nouvelle décennie perdue » en référence à la crise financière de 2007-2008, appelant à la mise en place d'une politique de relance coordonnée à l'échelle mondiale. Le rapport soulève les risques qui pèsent sur les objectifs de l'Agenda 2030, alors que 90 à 120 M de personnes supplémentaires seront poussées dans l'extrême pauvreté en conséquence de la pandémie. L'institution plaide notamment pour la mise en place d'un Plan Marshall au bénéfice des systèmes de santé des pays en développement.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **Un appel d'offre à 140 M EUR pour l'acheminement par voie terrestre du fret des forces françaises en Afrique de l'Ouest**

Un appel d'offres pour l'acheminement par voie terrestre du fret au départ d'Abidjan (Côte d'Ivoire) et à destination des forces françaises stationnées en Afrique de l'Ouest, notamment au Burkina Faso, au Niger et au Mali, ou en provenance de ces mêmes forces à destination d'Abidjan, a été lancé par la plate-forme affrètement et transport du ministère français des armées le 15 septembre. Ce contrat, d'une valeur de 140 M EUR, est prévu pour une durée initiale de 24 mois et peut faire l'objet d'une reconduction pour une durée maximale de 84 mois. La date limite de candidature est fixée au 14 octobre.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Accord-cadre sur la gestion transfrontalière entre le Bénin et le Burkina Faso

Le 22 septembre à Cotonou, des experts du Bénin et du Burkina Faso ont établi un accord-cadre sur la coopération transfrontalière entre les deux pays, en vue d'éviter les tensions au niveau des populations de part et d'autre de la ligne frontalière. Le document sera soumis dans les prochains jours à la signature des plénipotentiaires des deux pays et devrait permettre de corriger certaines faiblesses liées à la coopération transfrontalière, dont l'absence de cadre légal régissant la coopération administrative transfrontalière dans les deux pays. Pour rappel, c'est dans le parc de la Pendjari situé à la frontière bénino-burkinabè que deux touristes français avaient été enlevés et leur guide tué en mai 2019.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Etat des lieux du projet d'autoroute Ouagadougou-Yamoussoukro

L'Agence des travaux d'infrastructures du Burkina Faso a organisé un atelier de restitution du rapport d'avant-projet sommaire « des études techniques, économiques, d'impact environnemental et social de mise en concession de l'autoroute Ouagadougou – Yamoussoukro, tronçon Bobo-Dioulasso/Frontière Côte d'Ivoire » (200 km). Cette étude d'un coût de 1,3 Md FCFA a été financée par l'UEMOA. Près de 600 km de routes (sur 1 300 km) seront réalisés du côté burkinabé pour un montant estimatif de 1 200 Mds FCFA. Côté ivoirien, la section Yamoussoukro-Tiébissou (36,5 km) financée par la BlsD est exécutée à 60%. Le tronçon Tiébissou – Bouaké (78,5 km), réalisé par une société chinoise, affiche un taux de réalisation de 40%.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Trois pays d'Afrique de l'ouest dans le top 5 des pays les plus attractifs en Afrique, d'après l'Africa CEOs Survey 2020

L'AFRICA CEO FORUM et le cabinet Deloitte ont publié leur baromètre des CEOs Africains. Dans un contexte exceptionnel lié à crise sanitaire, cette enquête a été menée auprès de plus de 150 dirigeants. Sans surprise, 95% des CEOs africains interrogés ont observé un impact négatif sur leurs activités de la crise liée à la COVID-19 mais 80% des répondants affichent un niveau de confiance élevé sur les perspectives du continent à long terme. Pour la 2ème année consécutive, la Côte d'Ivoire apparaît comme le pays le plus attractif en Afrique aux yeux des dirigeants africains. Il est suivi, par ordre d'attractivité, par le Kenya, le Ghana, le Sénégal et l'Ethiopie.

✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ Burkina Faso : 1,4 Md EUR d'aide publique au développement reçus en 2019

Le volume de l'aide publique au développement décaissé par les Partenaires techniques et financiers en faveur du Burkina Faso s'est élevé à 907 Mds FCFA (1,4 Md EUR) en 2019, dont 65,6% sous forme de dons et 34,4% sous forme de prêts. La contribution des partenaires multilatéraux représente 64,5% de l'aide, suivie de celle des partenaires bilatéraux (30%) et des ONG (4,9 %). L'APD aurait déployé 64,2% de son aide totale dans cinq secteurs en particulier : l'environnement, eau et assainissement ; la santé ; la production agro-sylvo-pastorale ; le secteur travail, emploi et protection sociale et le secteur de l'éducation.

[✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:valerie.traore@dgtresor.gouv.fr)

▼ Côte d'Ivoire : Un projet de budget à 8 621,1 Mds FCFA pour l'année 2021 adopté en Conseil des ministres

Le projet de budget pour l'année 2021, élaboré dans un contexte marqué par la crise sanitaire et présenté sous la forme de budget-programmes pour la deuxième année consécutive, est structuré en 35 dotations et 149 programmes budgétaires, logés au sein des Institutions et Ministères. Il s'équilibre en ressources et en charges à 8 621,1 Mds FCFA et enregistre une progression de +6,9% par rapport au budget initial 2020. Cependant, une mission du FMI étant en cours, ce budget fera probablement l'objet d'un ajustement circonstancié. Selon les projections du gouvernement, ce budget pourrait évoluer à la hausse pour atteindre 9 129,8 Mds FCFA en 2022 et 9 916,3 Mds FCFA en 2023.

[✉ Lucile.basse@dgtresor.gouv.fr](mailto:Lucile.basse@dgtresor.gouv.fr)

▼ Guinée : Le secteur secondaire relativement résilient face à la pandémie de COVID-19 et une inflation à 11% en g.a. en août 2020

Selon l'INS, en dépit de la pandémie de COVID-19 et de ses conséquences sur l'économie mondiale, le secteur secondaire en Guinée bénéficierait d'une dynamique positive grâce à un raffermissement de la production de bauxite (6,2 M tonnes en juillet 2020, +47,4% en g.a.), des produits miniers et du ciment (+14,2% en g.a.) et à la bonne production nationale d'énergie électrique (+6,8% en g.a.). Le rapport souligne la reprise des activités du transport aérien et une évolution quasi-constante de la création d'entreprises (+1007 au mois de juillet 2020). En août 2020, l'inflation mesurée par l'indice harmonisé des prix à la consommation s'établit à +11%.

[✉ Lucile.basse@dgtresor.gouv.fr](mailto:Lucile.basse@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Guinée : La Guinée ferme ses frontières avec le Sénégal, la Sierra Leone et la Guinée Bissau**

A quelques jours du scrutin présidentiel fixé le 18 octobre, la Guinée a fermé ses frontières avec la Sierra Leone, le Sénégal et la Guinée-Bissau sans justification officielle. Les autorités ont dénoncé le 30 septembre une tentative de saboter le scrutin après que le convoi du Premier ministre Ibrahima Kassory Fofana, par ailleurs directeur de campagne du président Alpha Condé, ait été attaqué dans le centre du pays.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée-Bissau : Une légère inflation de +1,6% en août en g.a.**

L'indice des prix à la consommation a progressé de +1,6% en g.a. au mois d'août 2020, sous l'effet d'une hausse des prix des produits alimentaires (+2,2% en g.a.), notamment des fruits (+18,1%), du poisson (+8,3%), et de la viande (+3,1%). Les frais relatifs aux transports (+1,8% en g.a.) et le prix du tabac et des boissons alcoolisées (+3,4%) ont également augmenté. Ces hausses ont été modérées par la baisse des prix des vêtements et chaussures (-0,1% en g.a.), de l'hôtellerie et la restauration (-0,1%) et des frais de santé (-0,5%). Tous les autres postes n'ont pas connu d'évolution notable. L'inflation sur les trois derniers mois est nulle.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mali : Vers la nomination du gouvernement de transition**

Moins de deux mois après le coup d'Etat, la situation semble se normaliser au Mali. Après l'instauration d'un Acte fondamental (le 24 août), l'investiture du Président et du Vice-Président (le 25 septembre) puis du Premier Ministre (le 27 septembre) d'une transition prévue de 18 mois, la nomination des membres du gouvernement est attendue sous peu. Nécessaire tout autant que la clarification de la répartition des compétences et des pouvoirs entre autorités nouvellement nommées et CNSP, elle devrait conduire à une levée des sanctions imposées dès le 19 août par la CEDEAO.

✉ Valery.alves@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : La Banque centrale fait évoluer son organigramme**

La Banque centrale de Mauritanie (BCM) a amorcé une restructuration de son organigramme début septembre. Le gouverneur de la BCM vient de créer trois nouvelles directions générales : i) Change et commerce extérieur ; ii) Systèmes d'information ; iii) Stratégie et promotion du capital humain. La réhabilitation de la direction générale des caisses qui avait été supprimée en 2015 a également été actée.

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : Une 2^{ème} rectification du budget d'État 2020 adoptée par le Gouvernement

Le Conseil des ministres a adopté le projet de loi portant 2^{ème} rectification de la loi de finances 2020. Le budget général de l'Etat, au titre de l'année 2020, avait initialement été arrêté en recettes et en dépenses à un montant d'environ 2,3 Mds FCFA, avant de connaître une première rectification à la hausse, à 2,4 Mds FCFA. La concrétisation de certaines nouvelles annonces et la poursuite de l'accompagnement des partenaires techniques et financiers ont permis d'enregistrer des ressources additionnelles provenant notamment de la BAfD et de l'UEMOA. Ainsi, le budget général de l'Etat 2020, après la deuxième rectification, s'établit à 2,5 Mds FCFA, soit une augmentation de 3,8%.

✉ bouqueto@afd.fr

▼ Sénégal : Relance de l'Economie : le PAP2A estimé à 22,4 Mds EUR

Le Sénégal a tenu, le 29 septembre, sous la présidence du chef de l'Etat Macky Sall, un Conseil présidentiel sur la relance de l'économie en présence de l'ensemble des parties prenantes de la politique économique et sociale du Sénégal. D'après les projections, la mise en œuvre du Plan d'actions prioritaires ajusté et accéléré (PAP 2A) permettrait de retrouver une croissance du PIB de l'ordre de 5,2 % en 2021, 7,2% en 2022 et 13,7% en 2023, soit le premier taux de croissance du Sénégal à deux chiffres, avec l'exploitation de ressources gazières et pétrolières. Sur la période 2019-2023, le PAP 2A nécessiterait un financement de 14 714 Mds FCFA (22,4 Mds EUR) dont le tiers serait attendu du secteur privé.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ Sénégal : Plus de 11 Mds FCFA distribués dans le cadre de l'opération Force COVID-19 Diaspora

Dans le cadre du Fonds de riposte et de solidarité contre les effets de la COVID-19 (Force Covid-19) budgétisé à 1 000 Mds FCFA (1,5 Md EUR) au total, 12,5 Mds (19 MEUR) étaient réservés à la diaspora. Selon les déclarations du ministre des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'étranger, 11 Mds FCFA de cette enveloppe a été distribuée et aurait permis d'assister 125 056 sénégalais répartis dans 140 pays à travers le monde.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ Sierra Leone : L'ex-président Koroma convoqué par les enquêteurs anti-corruption et interdit de sortie du territoire

Le gouvernement de la Sierra Leone a interdit à l'ancien président Ernest Bai Koroma et à 120 autres personnes de voyager après la publication d'un rapport faisant état de malversations économiques pendant son mandat. Le document s'appuie sur les travaux de trois commissions d'enquête qui ont examiné les avoirs des vice-présidents, ministres et chefs d'agences gouvernementales qui ont servi avec Ernest Bai Koroma dans l'administration de 2007 à 2018. La Commission anti-corruption (ACC) a également invité M. Koroma à se présenter à ses bureaux de Freetown pour un interrogatoire sur les irrégularités soulevées dans le Livre blanc.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **Les pays de la CEMAC enregistrent une perte de 500 Mds FCFA de recettes pétrolières au premier trimestre**

D'après une note d'analyse sur l'exécution des finances publiques de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC), publiée par la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC), les pays de la sous-région ont perdu environ 500 Mds FCFA de recettes pétrolières au premier trimestre 2020, soit une baisse d'environ 25 % en glissement annuel. Selon l'institution, cette évolution résulte du ralentissement général de l'activité économique enregistré au niveau mondial et de l'effet de la crise sanitaire sur le marché pétrolier.

✉ vanessa.djapa@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : Les transferts de la diaspora en augmentation sur 2020 malgré la crise**

A fin août 2020, les transferts de la diaspora cumulés sur les huit premiers mois de l'année sont en progression de 6,6 % par rapport à la même période en 2019. Ces résultats dénotent des prévisions du FMI de mai 2020 qui tablaient sur une diminution de 2,5 %, soit un montant d'environ 2,7 Mds USD. Si ces transferts ont progressé de 18,6 % par an en moyenne entre 2010 et 2018, leur croissance avait connu un coup d'arrêt lors de la crise des subprimes, passant d'une croissance de 40,7 % en 2007 à 3,9 % entre 2008 et 2010. Si la tendance actuelle se prolonge, ils pourraient atteindre 3,0 Mds USD sur l'année. Cette progression est principalement liée à l'augmentation des flux en provenance d'Amérique du nord qui représentent plus de la moitié des transferts et progressent de près de 20 %.

✉ Jerome.BACONIN@dgtresor.gouv.fr

▼ **Maurice : Récession de 13 % cette année et un rebond de 7,5 % l'année prochain selon la Banque centrale de Maurice (BoM)**

La BoM a maintenu le taux directeur à 1,85 %. Elle a estimé que le manque à gagner en termes de devises étrangères induit par la pandémie s'établissait à 1,25 Md EUR (58 Mds MUR). Le déficit de la balance courant pourrait atteindre 14 % du PIB en raison du ralentissement de l'industrie touristique et des exportations de biens et de services. Le Gouverneur a également indiqué que la récession atteindrait 13 % cette année, avec un rebond qui pourrait s'établir à 7,5 % l'année prochaine. Les services de la Banque projettent une inflation à 2,5 % l'année prochaine. Les réserves en devises étrangères du pays s'élèvent à 6,93 Mds USD à ce jour, soit 12,6 mois d'importations de biens et de services.

✉ frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ouganda : Réouverture de l'aéroport et des frontières terrestres après six mois de fermeture**

Dans son discours du 20 septembre, le président Museveni a annoncé la réouverture de l'aéroport international d'Entebbe, après une fermeture de plus de six mois dans le cadre de mesures visant à endiguer la propagation de la Covid-19. Tous les passagers, ougandais et touristes, arrivant dans le pays devront être en possession de résultat de test PCR négatif, effectué par un laboratoire accrédité dans le pays d'origine moins de 72 heures avant le départ. Les touristes devront être pris en charge dès leur arrivée par leur agence de voyage qui veillera à réduire les contacts avec les résidents ougandais. L'aéroport international d'Entebbe a été fermé au trafic de passagers depuis le mois de mars, à l'exception des vols d'évacuation, de rapatriement et du fret. La fermeture a durement touché le tourisme, qui repose principalement sur l'aviation.

✉ suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr

▼ **Rwanda : Contraction du PIB dépassant les 12 % au deuxième trimestre 2020**

Le PIB a chuté de 12,4 % entre avril et juin, selon les derniers chiffres de l'Institut national des statistiques (NISR). Cette contraction est attribuée aux mesures mises en place pour contenir la propagation de la Covid-19, avec notamment un confinement total du 21 mars au 1er mai. L'industrie, qui représente 19 % du PIB, a connu une baisse de 19 % due à une réduction généralisée des activités de transformation et de production industrielle et une très forte baisse des activités minières. Les services, qui représentent 45 % du PIB, ont connu une contraction de 16 %, avec la plus forte baisse de la valeur ajoutée dans le secteur hôtelier et les transports, compensée par une hausse de la production de services de santé et des télécommunications. L'agriculture, qui représente 28 % du PIB, est le secteur le moins impacté, avec une baisse de 2 %, due à une très forte baisse de la production de café et des exportations.

✉ lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr

▼ **Somalie : Première revue satisfaisante du programme Facilité Elargie de Crédit (FEC) du FMI**

Selon les premières conclusions de la mission du fonds en septembre 2020 sur le programme FEC, la récession ne devrait pas être aussi forte que les premières estimations d'une contraction du PIB de 2,5 % en 2020. Malgré la crise sanitaire et les inondations, les autorités somaliennes ont maintenu leur engagement en faveur des réformes et ont réalisé des progrès satisfaisants. L'intégralité des benchmarks structurels de juin ont été atteints. Seul un critère de performance quantitatif portant sur les revenus cumulés au mois de juin reste inférieur à l'objectif du programme (99 MUSD contre 109 MUSD).

✉ Jerome.BACONIN@dgtresor.gouv.fr

▼ Soudan : Nouveau pic historique de l'inflation en août

L'inflation a atteint 167 % en glissement annuel au mois d'août contre 144 % au mois de juillet. Cette augmentation est due à la progression des prix des produits alimentaires (notamment les céréales et les viandes) et des transports. Les prévisions du FMI tablent, pour 2020, sur une inflation de 142 %. De son côté, le taux de change sur le marché parallèle connaît une période de turbulence, puisqu'il oscille depuis deux semaines dans une fourchette comprise entre 220 et 250 SDG, soit plus de quatre fois le taux officiel fixé par la Banque Centrale, alors que les autorités doivent annoncer très prochainement une unification de la majorité des taux de change officiels.

✉ Rafael.SANTOS@dgtresor.gouv.fr

▼ Erythrée : Une croissance impactée par la Covid

Selon l'African Economic Outlook (mai 2020) de la Banque Africaine de Développement, après 3,8 % en 2019, la croissance du PIB devrait diminuer à 0,3 % en 2020 (contre 3,9 % sans la Covid et -1,1 % dans le scénario pessimiste), puis rebondir en 2021 à 5,9 %. Le taux d'inflation, qui se portait à - 16,4 % en 2019, redeviendrait positif en 2020 (4,6 %), puis s'infléchirait en 2021 à 2,2 %. La baisse du prix des métaux sur les marchés internationaux devrait faire décroître les recettes de ce secteur important pour le pays (85 % des exportations ; 17 % du PIB). De manière générale, la baisse des recettes couplées à l'accroissement des dépenses publiques pour répondre à la Covid-19 aggraveront le déficit public, avec des prévisions comprises entre - 4,7 % du PIB (scénario de base) et - 5,7 % du PIB (scénario pessimiste) en 2020. Le FMI mettra à jour quant à lui ses prévisions dans le World Economic Outlook prévu pour la mi-octobre.

✉ anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

▼ Ouganda : 4,5 % d'inflation en septembre

Selon l'Ugandan Bureau of Statistics, l'inflation de base (hors alimentation et énergie) annuelle est passée de 5,9 % en août à 6,2 % en septembre. Cette hausse, observée depuis juin, s'explique principalement par la hausse du prix des transports, occasionnée par les mesures restrictives édictées pour limiter la propagation de la Covid-19. Par exemple, selon l'institution, le prix des transports collectifs a augmenté de 16,5% pour les transports de moins de 50 km, et de 8 % pour les déplacements de 51 à 100 km. Au total, le secteur des services enregistre une hausse des prix de 11,6 % (9,6 % le mois précédent). On observe cependant une baisse des prix alimentaires qui se poursuit depuis décembre 2019, passant de +3,4 % en glissement annuel, à -6,2 % en septembre. L'augmentation des prix de l'énergie ralentie, passant de +8,6 % en g.a en mai, à +2,3 % en septembre. Globalement, l'inflation se stabilise à 4,5 % en septembre.

✉ suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : Point sur la situation humanitaire du pays à la mi-septembre

Selon la ministre en charge de l'action humanitaire, le Burkina Faso compte au 8 septembre 1 034 609 personnes déplacées internes (PDI) réparties. Ces PDI sont accueillies dans 257 communes relevant de 13 régions du pays, avec une forte concentration dans les régions du Centre-Nord, du Sahel, de l'Est et de la Boucle du Mouhoun. Également, 106 228 personnes seraient sinistrées suite aux inondations causées par les pluies diluviennes, dont 50 052 personnes « très vulnérables ». Le bilan fait notamment état de 112 blessés et 41 décès.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : Révision du Schéma directeur d'aménagement du Grand Ouaga

Le conseil des ministres du 23 septembre 2020 a adopté un décret portant approbation du Schéma directeur d'aménagement du Grand Ouaga (SDAGO), horizon 2025, suite à la révision du Schéma directeur d'aménagement du Grand Ouaga. Mis en œuvre depuis 2017, le SDAGO a rencontré de nombreuses difficultés. Il prévoit un schéma d'aménagement et d'urbanisation de la ville de Ouagadougou en intercommunalité, avec les communes limitrophes. L'adoption de ce décret vise une meilleure organisation de cet espace qui couvre environ 3 300 km². À l'horizon 2025, le Grand Ouaga devrait compter 4,7 M d'habitants, dont plus de 88% urbains. Ouagadougou couvrira 80 % de son territoire.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée : Bonne avancée des travaux de la ligne ferroviaire Boké-Télimélé

Les travaux de construction de la ligne de chemin de fer de 135 kilomètres entre Dapilon-Santou II et Houda avancent dans le respect du calendrier annoncé par le Consortium SMB-Winning, avec l'objectif d'une mise en service de la voie ferrée en 2022. Cette voie de chemin de fer servira principalement à acheminer de la bauxite entre ces zones. En outre, elle aura vocation à moyen terme à transporter également des marchandises, en s'inscrivant dans le cadre d'un corridor agricole. En plus de la ligne Boké-Télimélé, le projet prévoit la construction d'une raffinerie en alumine et l'exploitation de deux nouveaux gisements bauxitiques. A la signature des conventions, le projet était budgété à 3,5 Mds USD.

✉ Loic.peringuey@diplomatie.gouv.fr

▼ Mali : L'inflation en hausse de +2,1% en g.a.

L'indice des prix à la consommation a progressé de +2,1% en g.a. au mois d'août 2020, sous l'effet d'une hausse des prix des produits alimentaires (+4,9% en g.a.), notamment des matières grasses (+14,8%), des tubercules et plantains (+18,9%), des légumes frais en feuilles (+12,3%) et des céréales non transformées (+7,8%). Les frais relatifs aux services de santé (+5,7% en g.a.), à l'enseignement (+3,9%) et aux services de restauration et d'hôtellerie (+3%) ont également augmenté. Ces hausses ont été modérées par la baisse des prix des boissons alcoolisées et du tabac (-6,6% en g.a.), des frais de transport (-3,8%), des services de communication (-16,6%) et du logement et de la facture énergétique (-1,4%).

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sénégal : Récession de 0,7% en 2020 pour le Sénégal, d'après le FMI**

Le Fonds monétaire international (FMI) a mené une mission virtuelle du 9 au 18 septembre 2020 afin de mettre à jour les projections macroéconomiques, et d'examiner l'exécution de la loi de finances rectificative 2020 et le projet de loi de finances pour l'année 2021. L'économie sénégalaise aurait été durement touchée par la pandémie de COVID-19 : le PIB réel se contracterait de 0,7% en 2020. Les mesures strictes d'endiguement ont entraîné des perturbations de l'activité économique plus importantes que prévu. En 2021, l'économie devrait rebondir, avec une croissance supérieure à 5% portée en partie par des perspectives favorables dans le secteur agricole.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sierra Leone : Rythme d'inflation en g.a. quasiment stable en août, à 13,3%**

Le taux d'inflation en glissement annuel (g.a.) en Sierra Leone se situe à 13,3% en août 2020, après 13,30% le mois dernier. Toutes les composantes ont contribué à la hausse de l'indice des prix en août, principalement les « Aliments et boissons non alcoolisées » (+17,7% en g.a.) et l'« Education » (+68,67% en g.a.). Selon les projections du FMI, le taux d'inflation devrait se situer à 15,7% en moyenne pour l'ensemble de l'année 2020.

✉ claud.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ **Togo : Les résultats du rebasage du PIB adoptés par le conseil des ministres**

Le gouvernement togolais a adopté les résultats des travaux de rebasage du PIB menés depuis 2018, en prenant 2016 comme année de référence. Le PIB nominal 2016 passe ainsi à 3 574,4 Mds FCFA contre 2 618,1 Mds FCFA suivant l'ancien système, soit une réévaluation de 36,5%. Dans la même veine, le PIB nominal 2019 s'établit à 4 230,6 Mds FCFA en 2019, contre 3 216,8 Mds FCFA selon le mode de calcul précédent. Cette réévaluation induit une amélioration de certains critères de convergence, notamment une baisse du taux d'endettement qui passe désormais à 51,9% du PIB en 2019, contre 68,3% du PIB auparavant. En revanche, le taux de pression fiscale s'est dégradé, passant de 20,8 % à 13,6% en 2019.

✉ constance.baralon@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Burkina Faso : 116 M EUR accordés au titre des mesures fiscales dérogatoires en 2019

Le Comité de politique fiscale a publié le rapport d'évaluation des dépenses fiscales de l'année 2019. L'évaluation a concerné 704 mesures dérogatoires sur 911 répertoriées. Après un fléchissement en 2018, les dépenses fiscales se sont élevées en 2019 à 76,1 Mds FCFA, soit une hausse de 7,2 Mds FCFA par rapport à 2018. Les 3 principaux impôts concernés sont les droits de douanes (40,24%), la taxe sur la valeur ajoutée (26,95%) et l'impôt sur les sociétés (20,85%). Ces mesures dérogatoires ont bénéficié aux entreprises (71,39%) et aux ménages (12,1%). 67,6% d'entre-elles visaient à encourager l'investissement, 18,8% à renforcer la coopération internationale et 8,2% à promouvoir l'énergie solaire.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Gabon : Suppression de l'Agence nationale des grands travaux d'infrastructures

Le gouvernement a décidé de supprimer l'ANGTI selon le communiqué du Conseil des Ministres du 2 octobre dernier, et de créer trois directions générales au sein du Ministère des Transports, de l'Équipement, des Infrastructures et de l'Habitat : celle de la stratégie des travaux publics, celle des infrastructures, celle du bâtiment et des équipements collectifs et celle de l'assainissement. L'objectif visé par cette réforme est l'optimisation de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques publiques du secteur. Créé en 2010 pour assurer la maîtrise d'ouvrage déléguée pour les ministères, l'ANGT, devenue plus tard ANGTI, était chargée de piloter le plan directeur national d'infrastructures sous l'assistance technique de l'américain Bechtel.

✉ aline.quenet@dgtresor.gouv.fr

▼ Burundi : Très peu de progrès en matière de droits de l'homme, selon la Commission d'enquête de l'ONU

Selon le quatrième rapport de la Commission d'enquête sur le Burundi, l'espoir suscité par l'élection d'un nouveau chef d'État en juin 2020 n'est pas, pour le moment, synonyme de réorientations politiques. Les enquêteurs dénoncent la persistance de la quasi-totale impunité dont jouissent les membres du gouvernement et ceux de la ligue des jeunes, les Imbonerakure, soupçonnés de violences dans les zones rurales. Le gouvernement burundais a accusé la Commission de produire des rapports diffamatoires. Pour rappel, cette Commission d'enquête a été créée en 2016 à la suite des violences ethniques commises lors des élections de 2015 où le président sortant Nkurunziza avait décidé de briguer un troisième mandat. Depuis, le Burundi compte 300 000 déplacés dans les pays voisins.

✉ Jerome.BACONIN@dgtresor.gouv.fr

▼ **Comores : L'Union des Comores en marche pour une adhésion à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC)**

Suite à la demande d'adhésion effectuée en février 2007, la cinquième réunion du Groupe de travail de l'accession des Comores à l'OMC s'est tenue le 14 septembre. Après la signature récente de trois accords bilatéraux sur l'accès au marché et avec quatre négociations en cours, les efforts des Comores ont été salués par les membres de l'OMC qui ont également appelé le pays à mettre en place une législation propre au commerce. Le gouvernement comorien a renouvelé son souhait d'avancer rapidement afin de permettre une adhésion de l'archipel à l'OMC lors de la prochaine conférence ministérielle qui pourrait se tenir en juin 2021 au Kazakhstan.

✉ frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : 6,3 Mds USD de recettes fiscales en 2019/20**

Sur l'exercice budgétaire 2019/20, l'Éthiopie a perçu 6,3 Mds USD (234 Mds ETB) de recettes fiscales. Si ces résultats marquent une progression de 18 % par rapport à l'exercice précédent (198 Mds ETB) en monnaie locale, ils restent en deçà de l'objectif de 270 Mds ETB fixé initialement. Compte tenu de l'inflation et du change, ils s'inscrivent cependant en diminution en USD (6,9 Mds en 2018/19). Le principal contributeur est Ethio Telecom (585 MUSD) loin devant la Commercial Bank of Ethiopia (241 MUSD) et les acteurs privés tels que Salini Impregilo (127 MUSD), Heineken (65 MUSD) et BGI (62 MUSD). L'accroissement des recettes fiscales constitue l'une des priorités du gouvernement qui espère percevoir 272 Mds ETB en 2020/21 (+16 % par rapport aux résultats 2019/20). Le ratio des revenus du gouvernement sur le PIB atteint 10,7 % selon le FMI, un chiffre en nette diminution depuis 2016 (15,9 %), et parmi les plus faibles d'Afrique.

✉ anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : Vers un accord économique bilatéral entre le Kenya et le Royaume-Uni**

Cette décision du gouvernement kenyan fait suite aux retards pris par la Tanzanie et l'Ouganda pour rejoindre le Kenya dans les négociations de l'accord commercial en tant que bloc régional. Le Brexit, prévu pour le 31 décembre 2020, mettra en effet un terme à l'accord actuel entre le Royaume-Uni et la CAE qui octroie à ces derniers une exemption de taxes et de quotas pour entrer sur le marché britannique. Le Kenya devrait ainsi poursuivre les négociations seul, tout en laissant la possibilité aux autres pays de la CAE de l'y rejoindre.

✉ Jerome.BACONIN@dgtresor.gouv.fr

▼ **Soudan du Sud : 36 MUSD auraient été détournés selon la Commission des droits de l'Homme de l'ONU**

Selon une déclaration de Yasmin Sooka, présidente de la Commission des droits de l'Homme de l'ONU au Soudan du Sud, 36 MUSD de fonds publics provenant notamment du ministère des Finances et de l'Autorité nationale du Revenu, auraient été détournés depuis 2016 par « des politiciens de haut rang et des responsables gouvernementaux, ainsi que par un certain nombre d'entités liées au gouvernement ». Les fonds auraient en partie été blanchis par l'achat de propriétés à l'étranger « avec l'aide de sociétés internationales et de banques multinationales ». Cette accusation intervient quelques jours après que le président sud-soudanais Salva Kiir a démis de leurs fonctions plusieurs responsables du domaine économique et financier, dont le ministre des Finances et de la planification, Salvatore Garang Mabiordit.

✉ suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr

▼ **Maurice adhère à l'Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle**

Le 25 septembre, l'Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle (ARIPO) a officialisé l'adhésion de Maurice à l'Accord de Lusaka portant sur la coopération entre les États africains en matière de brevets et de propriété intellectuelle. Jusque-là Etat observateur, Maurice rejoint une organisation créée en décembre 1976, comptant actuellement dix-neuf autres membres et dont l'adhésion est réservée à des pays membres de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (UNECA) ou de l'Union Africaine.

✉ frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Seychelles : La Banque centrale maintient le taux directeur**

La Banque centrale des Seychelles a annoncé le 30 septembre le maintien du taux directeur à 3 % pour le quatrième trimestre 2020. Le taux de facilité de dépôt est quant à lui maintenu à 1 % et le taux de facilité de crédit à 6 %. La Banque motive ces décisions de politique monétaire par une reprise lente des activités économiques dans le secteur touristique, pêche et manufacturier. Elle anticipe également des pressions inflationnistes sur le court et moyen terme suite à la forte dépréciation de la roupie seychelloise qui a perdu 36 % de sa valeur face à l'euro depuis mars 2020 (passant de 1 EUR = 15,95 SCR à 21,72 SCR au 2 octobre).

✉ frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Seychelles : Des lois en préparation pour réglementer le secteur financier**

Le Secrétaire d'Etat aux Finances, Patrick Payet a récemment fait part à la presse que les lois régissant les secteurs financiers feront l'objet d'une discussion et d'un vote à l'assemblée nationale dans le but de retirer le pays de la liste noire de la fiscalité européenne dans un contexte où un rapport de l'OCDE publié en avril avait également rétrogradé l'Ile sur des sujets de conformité et de transparence financière. Le secrétaire d'Etat a déclaré que les Seychelles avaient déjà corrigé certaines des lacunes existantes à la suite de la promulgation de la nouvelle loi sur la lutte contre le blanchiment d'argent et la lutte contre le financement du terrorisme et la loi sur la propriété effective.

✉ frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

▼ Somalie : Approbation par le Parlement d'un modèle électoral indirect

Le 26 septembre 2020, par 252 voix pour, une contre et une abstention, les deux assemblées du Parlement ont approuvé un modèle électoral à l'issue des conférences dites de Dhusamareb. Ce modèle reprend largement le modèle des dernières élections de 2016 : chaque député est choisi par les chefs traditionnels et la société civile, les membres du Sénat sont élus par les assemblées des Etats fédérés et les deux chambres du Parlement élisent ensemble le Président. Le nombre de grands électeurs par circonscription est porté de 51 à 101 par rapport à 2016 et le comité de sélection des grands électeurs est élargi à la société civile. Le principe d'un quota de 30 % de femmes parlementaires est réitéré. Toutefois, une grande incertitude règne encore sur les délais pour les élections à venir. Le Parlement actuel a voté la prolongation de son mandat dans l'attente de l'organisation des élections, ce qui suggère que celles-ci auront lieu après la fin du mandat constitutionnel (novembre 2020 pour le Parlement et février 2021 pour le Président).

✉ Jerome.BACONIN@dgtresor.gouv.fr

▼ Soudan : Signature de l'accord historique de paix à Djouba

Devant plusieurs milliers de personnes, le gouvernement et le Front révolutionnaire soudanais, ont signé le 3 octobre à Djouba un accord de paix en présence d'un important parterre de chefs d'Etat et de représentants africains et internationaux. L'accord paraphé fin août comprend 8 protocoles traitant des questions relatives à la propriété foncière, à la justice, à l'indemnisation et aux dédommagements des personnes affectées par les conflits, aux investissements prévus pour améliorer les conditions des nomades et des éleveurs ainsi qu'à la répartition des richesses, au partage du pouvoir, aux personnes déplacées et aux réfugiés. A noter cependant que deux des principaux mouvements armés ne sont pas signataires : le SPLM, dirigé par Abdelaziz el-Helou, présent dans les Monts Nouba et le SLM d'Abdel Wahid Nur, qui lui, opère au Darfour. Dès le lendemain de cet accord l'accès au terminal porte-conteneurs de Port Soudan et la route reliant cette ville à Khartoum étaient bloqués. Les manifestants, dont le chef du syndicat des travailleurs de Port Soudan, réclament l'annulation du « volet » Est inclus dans cet accord ainsi que l'exclusion des représentants actuels de l'Est de toute négociation sur l'avenir de cette région.

✉ Rafael.SANTOS@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Cameroun : l'Allemagne débloque 3 M EUR pour connecter 50 000 personnes à internet

L'Ambassade d'Allemagne au Cameroun a débloqué la somme de 3 M EUR, soit 2 Mds FCFA, dans le cadre du projet « Les communautés intelligentes du Cameroun ». Ce projet issu de l'initiative « Digital Africa » du ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement, vise la réduction de la fracture numérique dans les communautés rurales et défavorisées du Cameroun. Le projet cible au moins 50 000 personnes dans plus de 20 municipalités du pays.

✉ vanessa.djapa@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : Construction de 3 postes de péage routiers modernes

Le Premier ministre a lancé le 29 septembre 2020 les travaux de construction de 3 postes de péage routiers modernes. Ces ouvrages, financés par le Fonds spécial routier du Burkina (FSR-B) à hauteur de 14,9 Mds FCFA, seront réalisés dans la capitale Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso. La maîtrise d'ouvrage sera assurée par le FSR-B et la maîtrise d'ouvrage déléguée par l'Agence des Travaux d'Infrastructures du Burkina avec un délai d'exécution de 20 mois. Les travaux prévoient la mise en place d'un système de vidéosurveillance de dernière génération. Pour rappel, la gestion des péages routiers au Burkina Faso est assurée depuis 2018 par le FSR, un fonds qui aurait généré plus de 7,6 Mds FCFA en 2019.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : Hausse de la production agricole dans l'Est avec le projet d'appui agricole de la BAfD

Dans un rapport publié le 18 septembre, la BAfD annonce une amélioration du niveau de la production agricole dans l'Est du pays grâce à son programme d'appui « PAIA-ID ». Celui-ci d'un montant global de 17 Mds FCFA avait pour objectif la restauration de la production et l'écoulement des produits agricoles dans la région de l'Indénié-Djuablin. Il a permis la réalisation d'aménagements hydro-agricoles, la construction de marchés et de magasins de stockage, la réhabilitation de plus de 566 km de pistes rurales. Les rendements sont en nette augmentation après la mise en œuvre du projet : 100% pour le riz pluvial, la banane, le manioc et 90% pour le riz irrigué.

✉ alice.dy@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : 40 M EUR de l'Allemagne pour un programme de réformes dans le secteur de l'énergie

Le Conseil des ministres de Côte d'Ivoire du 23 septembre 2020 a adopté un décret portant sur la ratification du contrat de prêt de 26,1 Mds FCFA, conclu le 5 août 2020 entre la KfW et la République de Côte d'Ivoire, pour la mise en œuvre de réformes dans le secteur des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, ainsi que pour la protection du climat. La 1^{ère} phase de financement de ce programme a été réalisée en décembre 2019 pour un montant de 39,5 Mds FCFA. Pour rappel, la KfW avait déjà octroyé au 1^{er} trimestre 2020 un prêt 19,6 Mds FCFA à la Côte d'Ivoire pour la réalisation des travaux de renforcement de l'interconnexion du réseau électrique entre la Côte d'Ivoire et le Ghana.

✉ alice.dy@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée : 100 M USD de la Banque mondiale pour le développement de l'agriculture commerciale

La BM a approuvé le 22 septembre un financement de 100 M USD, répartis pour moitié en don et en prêt, pour un « Projet de développement de l'agriculture commerciale en Guinée » dont l'objectif est d'augmenter le nombre d'agriculteurs et de ménages ruraux bénéficiant des chaînes de valeur de l'agriculture commerciale. Le projet comporte 5 composantes : (i) l'amélioration de l'accès au marché dans les zones ciblées ; (ii) le soutien à l'investissement privé ; (iii) la mise en place d'un environnement favorable à l'agriculture commerciale ; (iv) la réponse d'urgence ; (v) la gestion et la coordination du projet. Son coût total est estimé à 107 M USD. Il sera mis en œuvre jusqu'en janvier 2026.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : L'UE octroie 4,5 M EUR pour appuyer le processus électoral

L'UE a signé le 24 septembre avec le Niger, une convention de financement de 4,5 M EUR pour la mise en œuvre du projet « Appui en vue d'un processus électoral crédible, inclusif, et transparent au Niger ». Ce projet vise à appuyer les acteurs impliqués, notamment la Commission électorale nationale indépendante, le Conseil supérieur de la Communication et les organisations de la société civile nigérienne. La phase pratique du projet sera réalisée par l'Institut électoral pour une démocratie durable en Afrique et le Réseau ouest-africain pour l'édification de la paix. Les Nigériens éliront le 13 décembre prochain leurs conseillers municipaux, puis le 27 décembre leurs députés et le prochain président de la République.

✉ bouqueto@afd.fr

▼ **Sénégal : Lancement d'un projet d'assistance financé par l'AFD au bénéfice de plus de 145 000 personnes**

Le Consortium « AFD-Filets sociaux COVID-19 », constitué de World Vision, Action contre la Faim, Plan International, Oxfam et Save the Children, a lancé le 29 septembre, un projet de réduction des risques de l'impact de la COVID-19 sur les moyens d'existences des populations vulnérables. Financé par l'AFD à hauteur de 3,5 M EUR dans le cadre de l'Initiative « COVID 19 - Santé en Commun », il ambitionne d'apporter une assistance à 145 627 personnes vulnérables dans 12 départements de Matam, Kaffrine, Thiès, Louga et Kolda. Le projet prévoit une aide directe de 10 000 FCFA (15 EUR) par personne avec un plafond de 8 personnes par ménage soit 80 000 FCFA (120 EUR) au maximum.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sierre Leone : La construction de la phase 2 du réseau national de fibre optique lancée par Huawei Technologies**

Huawei Technologies a lancé la construction de la phase 2 du réseau sierra-léonais de fibre optique, quelques mois après la réception par le gouvernement des équipements techniques nécessaires le 24 avril 2020. Réalisée par Huawei Technologies, le chantier durera 2 ans. Il est financé par un prêt à hauteur de 30 M USD par le gouvernement chinois et vise à achever la connexion des 14 premiers districts du pays à la dorsale de fibre optique. Le 28 septembre, le chantier a fait l'objet d'une inspection du ministère de l'Information et des Communications.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **Togo : 10 M EUR de l'Allemagne pour réhabiliter des pistes rurales**

Dans le cadre de la troisième phase du projet d'appui aux pistes rurales (PAPR) du Togo, le ministre togolais de l'Economie et des Finances et la banque publique allemande KfW ont signé le 24 septembre un accord de don de 10 M EUR (6,5 Mds FCFA), qui permettra la réhabilitation de 603,4 km de pistes dans toutes les régions du pays. Les travaux permettront notamment de faciliter l'accès aux zones de production agricoles (coton, café et cacao). Le coût global du programme, déjà en cours d'exécution, s'élève à 35 M EUR (23 Mds FCFA). Son financement est assuré par la KfW (17 M EUR), l'Agence française de développement (10 M EUR) et l'Etat togolais (8,4 M EUR).

✉ constance.baralon@dgtresor.gouv.fr

▼ **Erythrée : Déficit de financement pour une campagne contre la malnutrition de l'UNICEF**

Alors que l'UNICEF a fait un appel aux dons de 18,8 MUSD en 2020 afin de soutenir les populations vulnérables en Érythrée, seulement 7,4 MUSD ont été obtenus, soit 39 % des besoins. D'après le dernier rapport de l'UNICEF, 27 700 enfants de moins de cinq ans souffrant de malnutrition ont été traités en 2020. Néanmoins, sans financement additionnel, les volets de protection, d'éducation et d'accès à l'eau du projet seront compromis. L'Érythrée est 182ème sur 189 au classement de l'indice de développement humain en 2019 et plus de la moitié des enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition.

✉ anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

▼ Soudan : Approbation d'un nouveau programme FMI au Soudan

Le Conseil d'administration du FMI s'est réuni le 23 septembre 2020 pour examiner la demande d'un programme dit Staff Monitored Program (SMP) de qualité supérieure par les autorités soudanaises. Le Conseil a donné son accord à la mise en place de ce programme de 12 mois (de juillet 2020 à juin 2021) avec des révisions semi-annuelles. La première revue est attendue pour mars 2021. Ce programme sans financement établit un calendrier de réformes macroéconomiques et structurelles ambitieux (réforme des taux de change et du secteur monétaire, levée des subventions sur les carburants, exercice de consolidation fiscale et amélioration de la gouvernance), que les services du FMI considèrent comme étant de qualité supérieures, un des prérequis nécessaires pour le déclenchement de l'initiative d'allègement de la dette des pays pauvres très endettés (PPTE).

✉ Rafael.SANTOS@dgtresor.gouv.fr

▼ Soudan : Aide de 160 MEUR de l'UE et d'Etats Membres au Programme d'appui aux familles

Lancé officiellement le 15 septembre dernier, ce programme d'appui budgétaire, porté par un fonds fiduciaire de la Banque Mondiale, vient d'être abondé d'un montant de 160 MEUR dont 93 MEUR de la part de l'UE et 77 MEUR de la part de plusieurs Etats membres, dont la France. Cette dernière, au travers de l'AFD, a ainsi approuvé une première tranche de 10 MEUR sur un engagement pris lors de la Conférence de partenariat de Berlin des Amis du Soudan de 60 MEUR. Ce programme de cash transfer permettra d'aider les familles soudanaises touchées par les réformes économiques et les conséquences de la pandémie.

✉ Rafael.SANTOS@dgtresor.gouv.fr

▼ Burundi : Le plan de réponse humanitaire 2020 connaît un déficit de financement de 69 %

Le Plan de réponse humanitaire (PRH) du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) pour 2020 a été révisé à la hausse en août 2020. Le nombre de bénéficiaires cible a ainsi augmenté de 41 % pour atteindre 887 000 personnes, afin de répondre aux nouveaux besoins induits par la pandémie et les conséquences des inondations sur les cultures agricoles et les infrastructures. Le budget du PRH est passé de 113 MUSD à 197 MUSD. A ce jour, le PRH est financé à 31 % et connaît donc un déficit de 137 MUSD. Les 5 principaux contributeurs sont à ce stade les Etats-Unis (36 %), les Pays-Bas (8 %), l'Allemagne (6 %), l'Union Européenne (2,5 %) et le Fonds central d'intervention d'urgence (2 %).

✉ Jerome.BACONIN@dgtresor.gouv.fr

▼ Djibouti : Lancement du Youth Leadership Programme du PNUD

Débuté en 2015, ce programme régional du PNUD se déroulera pour la première fois à Djibouti. Pendant un an, les projets innovants et durables de jeunes entrepreneurs seront soutenus par des solutions et des financements accordés aux lauréats. Le programme vise à créer un réseau international de jeunes entrepreneurs. Il s'inscrit dans la continuité d'initiatives lancées par le gouvernement djiboutien qui, depuis 2016, à créer 2 incubateurs (le Centre de Leadership et de l'Entrepreneuriat, et un Club des Jeunes Entrepreneurs de Djibouti qui accompagne des PME/PMI). Avec une population jeune touchée par le chômage (supérieur à 85 % en 2018), ce programme pourrait faciliter l'intégration économique des jeunes.

✉ anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : La France renforce sa position lors de la visite officielle du Président Kenyatta à Paris

Le président kényan, Uhuru Kenyatta, s'est rendu en visite officielle à Paris du 30 septembre au 2 octobre 2020. Il s'agissait de sa première visite officielle en dehors du Kenya depuis la crise sanitaire de la Covid-19. Deux protocoles financiers ont été signés à cette occasion portant sur i) le projet d'extension de la ligne 4 du Commuter Rail de Nairobi vers l'aéroport international JKIA en mobilisant un prêt du Trésor de 128 MEUR et ii) la connexion de la centrale géothermique de Menengai sur le réseau de distribution national en mobilisant un prêt du Trésor de 62,5 MEUR. Enfin, le contrat de concession autoroutière Nairobi-Nakuru-Mau Summit de 180 km a également été signé, permettant de lancer le financement de ce Partenariat Public Privé, premier de cette ampleur en Afrique de l'Est. Ces trois projets sont tous la concrétisation d'engagements forts pris par le Président de la République Emmanuel Macron lors de sa visite au Kenya en mars 2019.

✉ Jerome.BACONIN@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : Le taux de NPL atteint un nouveau record sur la décennie

En août, les prêts non performants (NPL) atteignent 13,6 %, un record depuis 2007 (14,1 %), en hausse de 1,6 point de pourcentage depuis le début de l'année attribuable à l'impact sur les revenus de la Covid-19. La croissance des NPL est concentrée dans les secteurs de l'immobilier, des transports et de la communication. Les défauts atteignent 3,6 Mds KES dans le secteur du transport, principalement en raison de l'interdiction de voyager annoncée en mars et 3,4 Mds KES dans le secteur du bâtiment et de la construction. La Banque centrale kenyane a recommandé aux banques commerciales de lancer des restructurations de ces prêts non performants afin d'assouplir les conditions de remboursement pour les emprunteurs dont les remboursements étaient en règle au 2 mars.

✉ Jerome.BACONIN@dgtresor.gouv.fr

▼ Madagascar : La Banque Mondiale finance la digitalisation de l'état civil pour 143 MUSD

Le 29 septembre, la Banque Mondiale a approuvé un prêt de 140 MUSD et une subvention de 3 MUSD en faveur du Projet de Gouvernance Digitale et de Gestion de l'Identité Malagasy (PRODIGY). Il vise notamment à renforcer le système de gestion de l'identité à Madagascar, améliorer la transparence et la redevabilité, une meilleure fourniture des services gouvernementaux à travers leur rationalisation et numérisation dans des secteurs clés tels que la santé. Il permettra de doter chaque citoyen d'un numéro d'identification unique à la naissance, moderniser le registre d'état civil et les bases de données nationales d'identité ou créer un centre national d'enregistrement et d'identification des faits d'état civil.

✉ frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

▼ Le Soudan du Sud bénéficie d'un prêt de 88 MUSD de l'Afreximbank

Selon Michael Makuei Lueth, ministre de l'Information du Soudan du Sud et porte-parole du gouvernement, le gouvernement sud soudanais a sollicité un prêt additionnel de 63 MUSD auprès de l'Afreximbank, en plus des 25 MUSD déjà accordés par l'institution lors de sa dernière session. Ce prêt, d'un montant total de 88 MUSD permettrait au gouvernement de régler les dettes internes qui constituent une menace pour l'économie du pays. Outre les arriérés de salaires des fonctionnaires, le gouvernement a accumulé une dette importante envers les banques de la place, ces dernières menaçant désormais de se tourner vers les tribunaux pour le règlement de leurs créances. Dans ce contexte, le gouvernement dispose d'une capacité d'action réduite, limitant sa capacité à contrôler les cours des devises étrangères sur le marché noir. Le prêt supplémentaire permettra également d'atténuer l'impact de la crise sanitaire sur l'économie.

✉ suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr

▼ Mauritanie : COVID-19 : présentation d'un plan de relance économique de 550 M EUR

Le gouvernement mauritanien a présenté, le 22 septembre, un plan de relance économique d'un montant de 24 Mds MRU (550 M EUR), soit environ 8,5% du PIB. Ce plan de relance devrait être exécuté en 30 mois et comprendrait 6 axes : (i) Infrastructures de soutien à la croissance (145 M EUR) ; (ii) Offre sociale et soutien à la demande (186 M EUR) ; (iii) Potentiel productif et autosuffisance alimentaire (123 M EUR) ; (iv) Appui au secteur privé (52 M EUR) ; (v) Reboisement et création d'emplois verts (21,9 M EUR) ; (vi) Gouvernance et mise en œuvre du programme (1,4 M EUR). La Mauritanie prévoit une contraction de son économie de 3,2% en 2020.

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : Octroi d'un don de la BAfD de 2,1 M USD au Programme de financement des risques de catastrophe**

La Banque Africaine de Développement (BAfD) a approuvé le 16 septembre l'octroi d'un don de 2,1 M USD en faveur de la Mauritanie afin de renforcer la résilience du pays face aux chocs climatiques et à l'insécurité alimentaire. Ce don de la BAfD s'inscrit dans le cadre de son programme de financement des risques de catastrophe en Afrique (ADRiFi) afin de permettre à la Mauritanie de souscrire une police d'assurance indexée sur le risque de sécheresse, ouvrant ainsi l'accès au pays à une assistance technique et institutionnelle sur l'évaluation des risques liés au changement climatique.

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : 4,8 M EUR de la BAfD pour la gestion des risques de catastrophe**

La BAfD a approuvé un don de 4,8 M EUR au Niger pour la mise en œuvre de son Programme de financement de la gestion des risques de catastrophe en Afrique (ADRiFi). Le projet, d'un montant total de 6,9 M, sera cofinancé par la Mutuelle panafricaine de gestion des risques avec une contribution en nature d'environ 891 k EUR et l'Etat nigérien à hauteur de 1,2 M EUR. Il sera mis en œuvre de 2020 à 2023 et permettra (i) le renforcement des capacités du pays en matière d'évaluation des risques de sécheresse, de prévention des crises alimentaires et d'élaboration de plans de contingence et (ii) le transfert du risque souverain à travers la souscription d'une assurance contre les risques de sécheresse auprès de l'ARC.

✉ bouqueto@afd.fr

▼ **Sénégal : Macky Sall annonce 300 Mds FCFA pour la phase 2 du PUDC**

Au terme de sa tournée économique dans le bassin agricole, le Président Macky Sall a annoncé que 300 Mds FCFA (457 M EUR) seront mobilisés pour la deuxième phase du Programme d'urgence de développement communautaire (PUDC). La moitié de ce montant aurait été déjà financée par la Banque africaine de développement (BAD), la Banque islamique de développement (BID) et le Fonds saoudien de développement. L'objectif du programme est de contribuer à l'amélioration significative des conditions de vie des populations par une lutte plus soutenue contre les inégalités sociales, à travers l'accès durable aux infrastructures et services socio-économiques de base, et la création d'une économie locale.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ **Togo : Exim-Bank of India finance les travaux d'électrification dans six villes**

Le gouvernement togolais a reçu une ligne de crédit concessionnel d'Export-Import Bank of India (Exim Bank) pour financer des travaux de fourniture et de construction de réseaux électriques dans six villes togolaises. Un appel d'offres restreint a été publié par la Compagnie Energie Electrique du Togo le 21 septembre 2020 et s'adresse exclusivement à une douzaine d'entreprises d'origine indienne, parmi lesquelles figurent Ashoka Buildcon, Jaguar Obverseas, Transrail Lighting, Mohan Energy Corporation Private, Jakson et KEI Industries.

✉ constance.baralon@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Côte d'Ivoire : Le prix bord champ du cacao fixé à 1000 FCFA/kg pour la campagne 2020-2021

Procédant le 1er octobre 2020 à l'ouverture de la campagne 2020-2021 de commercialisation du cacao, le président ivoirien a annoncé la fixation du prix bord champ de ce produit à 1 000 FCFA (1,5 EUR) le kg, contre 825 FCFA la campagne précédente. Reconnaisant que les cours actuels sont bas, il a également mentionné que ce prix correspond à un soutien aux producteurs 355,3 Mds FCFA (541,7 M EUR). Par ailleurs, la campagne 2020-2021 marque également l'entrée en vigueur du Différentiel de revenu décent, une prime spéciale sur le prix du cacao de 400 USD par tonne vendue à l'export.

✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ Bénin : 120 082 tonnes d'amandes de karité exportées pour plus de 26 Mds FCFA au terme de la campagne 2019-2020

Le Bénin a exporté plus de 120 000 tonnes d'amandes de karité au cours de la campagne de commercialisation 2019-2020 qui s'est achevée en mai, pour une recette estimée à 26,4 Mds FCFA (40,1 M EUR), ainsi que 162,8 tonnes de beurre de karité, pour un total de 142,5 M FCFA (216,3 K EUR). Pour la nouvelle campagne de commercialisation 2020-2021 du produit, officiellement lancée le 15 septembre, le prix plancher d'achat au producteur a été fixé à 100 FCFA/kg (0,15 EUR), au même niveau que la campagne précédente. Les acteurs de la filière se sont fixés comme objectif d'augmenter la production nationale de 170 000 à 210 000 tonnes d'ici 2022, dont 60% transformée en beurre.

✉ constance.baralon@dgtresor.gouv.fr

▼ Mali : Forte chute anticipée de la production du coton pour la campagne 2020/2021

La production malienne de coton devrait chuter fortement, de 55% à 75%, à l'issue de la campagne en cours. Elle s'établirait entre 450 K tonnes et 200 K tonnes contre 800 K tonnes pour la campagne précédente. Cette baisse résulterait du ralentissement de la production mondiale de textiles mais aussi des difficultés rencontrées en mars/avril 2020 lors des négociations annuelles entre cotonculteurs et autorités maliennes pour la fixation du prix d'achat du kilo de coton. En mai 2020, l'annonce d'une baisse de ce prix de 275 FCFA à 200 FCFA a découragé nombre de cotonculteurs, qui se sont rabattus sur d'autres activités, malgré l'annonce plus tardive d'un bonus de 50 FCFA supplémentaires par kilo.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **Togo : Les recettes d'exportations du coton en hausse, estimées à 63 Mds FCFA en 2019**

Les exportations de coton du Togo se sont élevées à près de 61 000 tonnes en 2019, pour un montant total plus de 63 Mds FCFA (95,6 M EUR) – contre 44 100 tonnes exportées et 49 Mds FCFA (74,4 M EUR) de recettes l'année précédente. Première culture de rente au Togo, le coton contribue à 4% de la richesse nationale. Pour rappel, la production togolaise, en baisse de 15% lors de la dernière campagne 2019/2020 (à 116 000 tonnes) demeure minime en comparaison avec celle du Bénin voisin (plus de 700 000 tonnes), premier producteur du continent africain.

✉ constance.baralon@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : la production laitière en hausse mais toujours insuffisante pour combler la demande**

D'après le ministère de l'Élevage, des Pêches et des Industries animales (Minepia), la production nationale de la filière lait a progressé de 7 % entre 2014 et 2019. Cependant, en dépit de cette évolution, le Cameroun continue d'enregistrer un déficit annuel moyen de production d'environ 120 000 tonnes de lait. Cette tendance devrait s'inverser avec l'acquisition par le pays, dans le cadre du Projet de développement de l'Élevage (Prodel) financé par la Banque mondiale, de 165 génisses laitières à haute performance venues de France.

✉ vanessa.djapa@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : 300 000 plants d'anacardiens distribués aux paysans pour booster la production de la noix de cajou**

L'Institut de recherche agricole pour le développement (IRAD) a distribué, le 1^{er} octobre 2020 dans la ville de Bertoua, capitale régionale de l'Est du Cameroun, une cargaison de 300 000 plants d'anacardiens à des organisations paysannes. Cette distribution entre dans le cadre du projet de promotion de l'anacarde (ou noix de cajou) au Cameroun conduit par l'IRAD depuis 2018. Le projet vise une production de 50 000 tonnes d'anacarde en 2025. En plus de stimuler la production nationale de noix de cajou, sa mise en œuvre doit permettre d'améliorer le revenu des paysans et de réduire la pauvreté dans les régions ciblées.

✉ vanessa.djapa@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : Lancement des travaux de construction de deux unités industrielles de transformation du cacao à San Pedro et Abidjan**

Les travaux de construction d'un complexe de transformation du cacao, constitués de deux unités de transformation de fèves de 50 kt chacune, de deux entrepôts de stockage d'une capacité totale de 300 kt et d'un centre de formation aux métiers du cacao, ont débuté dans la zone industrielle PK 24 d'Abidjan et à San Pedro cette semaine. Initié par le Conseil Café-Cacao (CCC) avec le soutien de la coopération chinoise pour un coût de 216 Mds FCFA (328,3 M EUR), ce complexe permettra à la Côte d'Ivoire d'augmenter sa capacité de transformation. 40% de la production des usines sera destinée au marché chinois. L'exécution des travaux devrait durer 24 mois.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Gambie : Le secteur de la pêche a généré 3 M EUR en un an

Selon le chef de l'Etat Adama Barrow, le secteur de la pêche aurait généré 178 M GMD (près de 3 M EUR) entre septembre 2019 et mi-septembre 2020. Ce montant proviendrait des retombées financières de l'accord de partenariat UE-Gambie pour une pêche durable, mais également des amendes infligées et des droits d'accostage. Pour alléger l'impact économique et financier du coronavirus sur les petits pêcheurs, l'interdiction de pêcher la nuit aurait été repoussée du 1er août au 30 novembre. En outre, 1 036 emplois auraient été créés dans ce secteur.

✉ Lucile.porte@dgtresor.gouv.fr

▼ Libéria : Un nouveau plan stratégique triennal pour l'agriculture

La ministre de l'Agriculture a annoncé avoir élaboré un plan stratégique triennal s'appuyant essentiellement sur des partenariats public-privés afin d'introduire des initiatives de financements innovants. Une des façons d'y remédier est d'injecter des liquidités à travers des schémas d'investissements à risques partagés dans l'agro-business et dans le cadre de modèles de financements des PME rurales. L'accent est mis sur l'augmentation de la production de produits de base comme le riz, le manioc, les oléagineux, les haricots et les légumes. Elle entend s'appuyer les filières caoutchouc, manioc, huile de palme et riz, via une politique incitative auprès des agroindustriels.

✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ Ethiopie : Fin des subventions à la production et à l'importation de sucre

Le ministère du Commerce et de l'Industrie a annoncé que la production et l'importation de sucre ne seront plus subventionnées. La hausse des coûts de production sur le marché local ainsi que des cours mondiaux ont conduit le gouvernement à mettre fin à ces subventions, mises en place il y a une dizaine d'années. Cette mesure s'inscrit dans le cadre des réformes engagées par le gouvernement éthiopien dans le secteur sucrier, avec la privatisation de plusieurs usines publiques (10 sur 13 sucreries) ainsi que l'ouverture du marché des importations aux entreprises privées. Elle devrait conduire l'entreprise publique Ethiopian Sugar Corporation, seule autorisée à importer du sucre, à revoir son modèle économique (dette cumulée de 81,5 MUSD).

✉ anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : Un prêt de 54,8 MUSD du FIDA pour soutenir la commercialisation des produits de l'élevage

Le Fonds International pour le Développement Agricole (FIDA) vient d'approuver l'octroi d'un prêt de 54,8 MUSD à la République du Kenya pour soutenir un projet de 93,5 MUSD dans le secteur de l'élevage. Le Kenya Livestock Commercialization Project (KeLCoP) se concentrera sur les filières petits ruminants, volailles de race locale et apicoles et veillera à améliorer la situation des populations rurales les plus pauvres dans 10 comtés du pays (110 000 ménages visés – environ 500 000 personnes) en leur permettant d'accroître leur production et leur valeur ajoutée, ainsi que d'accéder aux marchés tout en accroissant leur résilience face aux risques économiques et climatiques. La première composante du projet portera sur l'amélioration de la production des élevages : outre le soutien et l'intégration aux filières des éleveurs les plus défavorisés, ce projet veillera à améliorer les races animales, la production fourragère, la santé des animaux et l'accès à l'eau. La seconde composante portera sur l'appui au développement des marchés à travers le renforcement des infrastructures existantes, la mise en place d'outils de financement innovants, le soutien aux start-ups, le développement de solutions numériques, etc. Le projet sera mis en œuvre sur 6 ans par le ministère en charge de l'élevage, avec l'appui de plusieurs opérateurs sur le terrain.

✉ Jerome.BACONIN@dgtresor.gouv.fr

▼ Madagascar : La BAD soutient les chaînes de valeur agricoles dans le sud-ouest du pays

La BAD a approuvé, le 29 septembre, un prêt de 27 MUSD pour le Projet de développement de la zone de transformation agro-industrielle dans la région du Sud-Ouest de Madagascar (PTASO). Mis en œuvre à partir de 2021 sur une période de 5 ans, il bénéficiera directement et indirectement à 612 000 habitants de la région. Il financera plusieurs activités dont la mise en place d'infrastructures de base (Tuléar) et de centre d'agribusiness (Ankililoake et Tanandava), de périmètres irrigués, de fermes aquacoles, de magasins de stockage ainsi que le renforcement des capacités des acteurs des filières (Etat, organisations de producteurs).

✉ frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

▼ Soudan : Nouveaux engagements de l'AFD dans le secteur agricole

Coup sur coup, l'AFD va mettre en œuvre deux projets dans le domaine agricole, champ de coopération historique entre la France et le Soudan. Le premier, d'un montant de 2,75 MEUR, permettra de lutter contre l'aflatoxine, cette molécule puissamment carcinogène présente dans plusieurs cultures phares comme le sorgho et les arachides. L'objectif global de ce projet est d'améliorer la sécurité alimentaire et la sécurité sanitaire des aliments (et donc la santé des Soudanais), ainsi que les revenus des producteurs, en développant une solution de lutte biologique contre l'aflatoxine prête à la commercialisation et à l'emploi. Le second projet, bénéficiant d'une délégation de subvention de l'UE de 10 MEUR, permettra de contribuer à la réduction de la pauvreté et à la conservation de l'environnement en renforçant la filière gomme arabique dans les États du Nil Bleu, de Sinnar, de Gadaref et du Nord Kordofan. Cette filière représente une des principales sources d'emploi en zone rurale (environ 1 million de foyers, soit 15 % de la population). Ce projet s'inscrit dans la continuité d'un premier projet pilote financé l'AFD, à hauteur de 1,4 MEUR.

✉ Rafael.SANTOS@dgtresor.gouv.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Libéria : Le Canadien Pasofino Gold s'associe à Hummingbird pour développer le projet aurifère Dugbe

La société ARX Resources, partenaire initial de Hummingbird sur le projet aurifère libérien Dugbe, a été rachetée par Pasofino Gold. La société canadienne, qui fait son entrée dans le secteur aurifère africain, a procédé à une levée de fonds d'environ 10 M CAD (6,4 M EUR) pour entamer les travaux d'exploration du projet et réaliser une étude de faisabilité définitive. Ces activités, qui doivent être achevées dans un délai de 2 ans, permettront à Pasofino de gagner un intérêt de 49% dans la coentreprise qui exploitera l'or de Dugbe. Pour rappel, l'or représentait près de 8% des exportations du Libéria en 2019, pour un montant total de 150,5 M USD.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Soudan du Sud : Le gouvernement souhaite se doter de quatre raffineries

Selon James Yugusuk, Directeur général de la société pétrolière d'État, le gouvernement sud soudanais prévoit de construire des raffineries de pétrole dans quatre régions du pays : Bentiu, Paloch, Thiangrial et Pagak. Figurant parmi les plus grands exportateurs de pétrole de la région de l'Afrique de l'Est, le pays est néanmoins contraint d'importer des produits raffinés pour ses besoins internes. Le gouvernement envisage également de construire des dépôts dans les grandes villes pour se constituer des réserves stratégiques. Ces projets seront mis en œuvre par la société pétrolière publique, Nilepet, qui vise à être un opérateur de classe mondiale d'ici 2022. Nilepet se fixe l'objectif de renforcer les capacités de son personnel et former les ingénieurs locaux aux normes mondiales et avoir une forte empreinte dans les programmes de recherche et développement.

✉ suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : Recouvrement forcé envisagé pour les sociétés minières refusant de contribuer au FMDL

Le Ministère des Mines et des Carrières a indiqué que 2 sociétés minières appartenant au groupe Nord Gold (Bissa Gold et Taparko Gold) refusent de contribuer au Fonds minier pour le développement local (FMDL), institué par le code minier de 2015. Bien que la contribution au FMDL soit obligatoire depuis 2017, les deux sociétés arguent qu'elles sont régies par le code de 2003 et évoquent la clause de la stabilité fiscale pour soutenir leur refus de payer. Des procédures seraient en cours pour un recouvrement forcé. A Juin 2020, 17 mines et 26 carrières industrielles sont en exploitation et plus de 51 Mds FCFA ont été récoltés au profit des collectivités territoriales du Burkina Faso.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : Bilan des flux physiques et financiers du secteur de l'énergie au 30 juin 2020

Au 1^{er} semestre 2020, les productions de pétrole brut et de gaz naturel sont respectivement de 5 225 485 barils (-24,7% par rapport au 1^{er} trimestre 2019) et 38 781 095 MMBTU (+3,2%). Relativement à l'électricité, la production totale à fin juin 2020 s'établit à 5 726,3 GWh, dont 70,9% de cette production est issue du thermique et 29,1% de l'hydraulique. Elle enregistre une hausse de 5% par rapport à son niveau de fin juin 2019. Il ressort pour le secteur de l'électricité, un solde d'exploitation excédentaire de 6,5 Mds FCFA (9,9 M EUR) à fin juin 2020 en tenant compte des charges financières et des dotations aux amortissements.

✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr

Services

▼ Cap-Vert : Tourisme : des revenus en baisse de 80% en huit mois

Selon le président du Conseil de surveillance de l'Association des agences de voyages du Cap-Vert, la fermeture des frontières aériennes aurait entraîné une baisse des revenus des agences d'environ 80% au cours des huit derniers mois. Pour rappel, le tourisme – fortement ralenti par la pandémie de COVID-19 – est l'une des premières activités du pays (22% de son PIB) et fait vivre une frange importante de sa population active. Le Cap-Vert aurait ainsi accueilli plus de 819 000 touristes en 2019, selon les données de l'Institut national de la statistique (INE).

✉ lucile.porte@dgtresor.gouv.fr

▼ Bénin : Le port de Cotonou va s'équiper de 2 nouveaux remorqueurs

Le port autonome de Cotonou continue de renforcer ses capacités opérationnelles. La plateforme a annoncé la signature du contrat d'acquisition de deux nouveaux remorqueurs au terme du mois d'août dernier. Les deux engins multifonctions de 85 t qui seront acquis auprès du fournisseur hollandais Damen Shipyards Group, permettront le remorquage de navires de grandes capacités. Leur livraison est prévue en début 2021. En 2019, le port autonome de Cotonou a réalisé un trafic global de marchandises de 10,1 Mt.

✉ constance.baralon@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : COVID-19 : impact sur le secteur des transports estimé à 111 Mds FCFA

Selon une étude menée par le ministère des Transports, le secteur des transports a été impacté dans son ensemble à hauteur de 111 Mds FCFA (169,6 M EUR) par la pandémie de COVID-19, dont 84,5 Mds FCFA (129,1 M EUR) de pertes pour le transport des personnes et 26,5 Mds FCFA (40,5 M EUR) pour le transport de marchandises. Diligemment menée en juin 2020, cette étude prend en compte les pertes d'exploitation, notamment le chiffre d'affaire, les charges fixes incompressibles et les salaires obligatoires à financer.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Sénégal : COVID-19 : 300 Mds FCFA de pertes pour le secteur du tourisme

Selon le président de la Fédération des organisations patronales de l'industrie touristique (FOPITS), la pandémie de la COVID-19 aurait occasionné des pertes de plus de 300 Mds FCFA (457 M EUR) pour l'industrie du tourisme au Sénégal en 6 mois. Il précisera également que la mesure prise par le Chef de l'Etat, de porter le crédit hôtelier à 15 Mds FCFA (22,8 M EUR), aurait permis d'aider plus de 1 300 entreprises et de financer les besoins en fonds de roulement (paiement de salaires, factures...) durant trois mois. Selon lui, le taux d'occupation actuel des hôtels tournerait entre 5 et 20%.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : Yoomee fait son entrée dans le *mobile money*

La compagnie de téléphonie a présenté au public le 24 septembre 2020 à Douala, l'application qui héberge son portefeuille numérique, baptisée « All-In-One ». L'une des fonctionnalités de l'application est « Yoomee Money » qui permet d'effectuer des transferts d'argent gratuitement quel que soit le montant transféré à Douala, à Yaoundé ou dans toute autre ville du Cameroun.

✉ vanessa.djapa@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : Un appel d'offres sur la construction de lignes électrifiées à haute-tension attendu

Un appel d'offres sur la construction de 2500 kilomètres de lignes électrifiées à haute-tension va bientôt être publié. Ce déploiement du réseau doit se faire grâce à 51 sous-stations supplémentaires, dont 30 nouvelles, pour desservir en particulier les zones rurales. Les études de faisabilité ont été réalisées avec le soutien de l'UE. Ce plan d'extension confirme les directives définies par le ministère de l'Energie et les lignes budgétaires mises en place dans la dernière Loi de Finances pour mieux alimenter les zones rurales, largement sous-équipées et nettement déficitaires sur le plan énergétique. Cette extension du réseau classique doit être accompagnée d'un déploiement de réseaux activés à l'énergie solaire.

✉ Philippe.GALLI@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : Le gouvernement tanzanien va débloquer 8,7 MUSD pour mettre en œuvre des projets liés à l'eau

Environ 300 000 personnes devraient profiter d'un meilleur accès à l'eau grâce à la mise en œuvre de 31 nouveaux projets. La région méridionale du pays, comme bien d'autres régions, souffre de sérieuses carences en matière de distribution d'eau potable et d'assainissement. Ces dernières années, l'effort aura été porté essentiellement sur les zones urbaines. Les projets prévus dès 2021 sont censés rééquilibrer la dotation en réseaux opérationnels au profit des populations villageoises.

✉ Philippe.GALLI@dgtresor.gouv.fr

▼ Comores : Conférence de presse du gouverneur de la Banque centrale

Au cours d'une conférence de presse, le gouverneur de la Banque centrale des Comores a indiqué que le secteur tertiaire a été le plus durement touché par la crise. Selon le gouverneur, la baisse observée des prix, de l'ordre de 2 %, est dû à l'abondance de la production agricole et à la baisse de la demande induite par la pandémie. Dans ce contexte, les envois de fonds de la diaspora ont augmenté de 16,2 % durant les huit premiers mois de 2020. La Banque centrale a baissé le taux de réserve de 15 à 10 % pour garantir la stabilité financière. Les banques commerciales ont de leur côté accordé un rééchelonnement à leur clientèle. Le gouverneur a évoqué la situation de la Banque pour l'industrie et le commerce (BIC) en indiquant que la BNP Paribas a vendu ses actions à la Banque Atlantique qui commencera prochainement ses activités.

✉ frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Maurice : Air Mauritius reprend progressivement ses vols commerciaux vers la France et la Réunion**

La compagnie aérienne Air Mauritius reprend progressivement ses vols commerciaux vers la Réunion et la France à partir du 1er octobre, dans le cadre de la réouverture des frontières faisant suite aux vols de rapatriement du mois de septembre. La compagnie assurera neuf rotations vers Paris-CDG les mardi 6, 13, 20 et 27 octobre et les vendredi 2, 9, 16, 23 et 30 octobre ; et opérera quatre liaisons vers Saint Denis-Roland Garros les lundis 5, 12, 19 et 26 octobre. Les compagnies étrangères dont Air Austral pourront reprendre leurs vols commerciaux à partir du 31 octobre.

✉ frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Rwanda : Perte de plus de 44 % de l'eau des systèmes d'approvisionnement selon la RURA**

Alors que de nombreux ménages sont toujours confrontés à une pénurie d'eau à travers le pays, plus de 44 % de l'eau fournie dans différents réseaux est perdue, selon des statistiques récentes de l'Agence rwandaise de régulation des services publics (RURA) sur l'eau et l'assainissement. De décembre 2019 à mars 2020, 12,9 millions de mètres cubes ont été approvisionnés dans le système, alors que 7,1 millions de mètres cubes ont été facturés au consommateur final. Le rapport indique que les pertes d'eau sont principalement dues aux fuites, aux connexions illégales, à la construction de routes qui détruit des installations, aux inexactitudes de comptage, aux ruptures et blocages de compteurs, aux catastrophes naturelles et au vol d'eau par ceux qui déplacent les compteurs. En outre, ces pertes représentent un défi pour le Rwanda qui vise un accès universel à 100 % à l'eau potable d'ici 2024, contre 87 % actuellement.

✉ lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr

▼ **Seychelles : Reprise partielle des vols à partir du 1er novembre**

Air Seychelles a indiqué qu'elle reprendra des vols passagers vers Johannesburg, Maurice et Tel Aviv à partir du 1er novembre. La compagnie seychelloise assurera des vols hebdomadaires vers Johannesburg à partir du 1er novembre et passera à trois vols par semaine à partir du 1er décembre. Des vols hebdomadaires seront également effectués vers Maurice à partir du 1er novembre, passant à deux vols par semaine à partir du 1er décembre. La compagnie aérienne assurera un service deux fois par semaine vers Tel Aviv à partir du 1er novembre. Air Seychelles a déclaré que tous les vols seront soumis à l'approbation du gouvernement, y compris l'approbation réglementaire, ainsi que celle des autorités sanitaires de chaque destination.

✉ frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : Lancement de l'interface argent mobile – Mpesa par Vodacom Tanzanie**

Cette nouvelle interface devrait inciter les développeurs tanzaniens et internationaux à créer de nouveaux cas d'utilisation innovants via le principal service de paiement mobile, MPesa. Vodacom MPesa, premier système financier du pays, a actualisé sa plateforme. Hébergée localement, l'opérateur améliore ainsi ses performances et facilite les procédures de maintenance. Reconnu à l'international pour la qualité de ses prestations, Vodacom MPesa bénéficie d'une certification GSMA Argent Mobile, initiative globale visant à apporter des services plus fiables, plus transparents et plus sécurisés aux utilisateurs d'argent mobile dans le monde. Via le lancement de cette nouvelle interface, la société souhaite soutenir l'innovation et accompagner le dynamisme de la Fintech locale. Cette initiative doit améliorer l'expérience utilisateur numérique et rendre plus efficace l'intégration des systèmes de paiement sur la plateforme de services financiers MPesa.

✉ Philippe.GALLI@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ **Mauritanie : Elecnor dément son retrait du projet éolien de Boulenouar**

Le groupe espagnol Elecnor a démenti par l'intermédiaire de son directeur de la communication, son retrait du projet éolien de Boulenouar. L'information publiée le 9 septembre par Financial Afrik et reprise dans la presse nationale mauritanienne était erronée. Le groupe espagnol indique continuer à collaborer avec son partenaire Siemens Gamesa sur la phase finale du plus grand parc éolien de Mauritanie. Le consortium serait également chargé, pour le compte de la SOMLEC, des services d'opération et de maintenance sur une période de 11 ans. Le projet représenterait un investissement de 140 M EUR et devrait permettre d'augmenter les capacités électriques du pays de 100 MW.

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : OPTIMA ESN pour l'accélération de l'inclusion financière**

Créée en 2019, OPTIMA ESN est une FinTech nigérienne vient de lancer un service de paiement de taxes municipales par Mobile Money. Elle offre également la possibilité aux agents municipaux d'assurer la collecte des taxes via TPE, de façon à ce qu'il y ait plus de traçabilité. Récemment, Optima ESN a signé un accord avec la ville d'Agadez qui servira de cité pilote. Selon le rapport de la BCEAO sur l'inclusion financière dans les pays de l'UEMOA, en 2019, le Niger affiche un taux global d'utilisation des services financiers (comptes actifs et corrigé de la multibancarité) de 17,5%, le plus faible de la région et très en deçà de la moyenne de l'Union qui est de 60,1%.

✉ bouqueto@afd.fr

▼ **Djibouti : Signature d'un protocole d'accord entre les groupes Accor et Kamaj pour trois projets hôteliers**

D'une durée de 20 ans, trois contrats ont été signés entre les groupes Accor et Kamaj pour la rénovation sous la marque Accor de deux hôtels (Les Acacias et Ciel Plein) ainsi que pour la construction d'un Pullman Living. Estimés entre 25 et 30 MUSD, les travaux entrepris par des architectes turcs devraient aboutir en janvier 2023. En négociation pour la signature d'un contrat de management hôtelier, Accor a choisi le marché francophone djiboutien pour son récent dynamisme lié à ses projets portuaires. Présent également dans 14 pays en Afrique, ces initiatives renforcent la présence du groupe français en Afrique de l'Est.

✉ anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

▼ **Madagascar : Progression dans l'apurement des arriérés de l'Etat envers les pétroliers**

Le processus d'apurement des arriérés de l'Etat envers quatre compagnies pétrolières (Total, Galana, Jovena et Vivo) se poursuit. Selon l'Office Malgache des Hydrocarbures (OMH), ces arriérés ont diminué de moitié en fin 2019 et juillet 2020, passant de 38 MEUR (172 Mds MGA) à 18 MEUR (83 Mds MGA). L'OMH prévoit un apurement du montant total d'ici décembre 2020 au lieu d'octobre 2020. En effet, le remboursement a été ralenti par i) le reconfinement des grandes villes du pays début juillet, qui a entraîné une forte baisse de la consommation de carburants et ii) une stabilisation des cours internationaux du baril à 45 USD. Par ailleurs, l'arrêté portant sur la structure des prix des carburants est toujours attendu.

✉ frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Seychelles : La société de courtage de produits dérivés Equiti s'implante aux Seychelles**

La société de conseil financier et de courtage de produits dérivés Equiti Brokerage Seychelles Ltd, filiale du groupe Equiti basé en Jordanie, a obtenu une licence de la Financial Services Authority (FSA) mi-septembre, lui permettant d'exercer aux Seychelles. Le groupe est déjà implanté au Royaume-Uni, aux Emirats-Arabes Unis et en Arménie. Il s'agit de sa deuxième implantation dans la zone Afrique de l'Est et de l'Océan Indien après le Kenya, à travers un partenariat conclu en juin dernier entre son autre filiale EGM Securities et la banque d'investissement Genghis Capital, filiale du kenyan Pamoja Capital.

✉ frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr

tresor-communication@dgtrésor.gouv.fr

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtrésor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

